

tation arabo-israélienne comme l'expérience vietnamienne. Et comme pour tout calmant, il devait arriver un moment où l'effet de l'anesthésie cesse quand la douleur, elle, persiste.

L'intelligentsia arabe, productrice de l'idéologie arabe, s'est alors mise à la recherche d'un autre sédatif. Cette fois, elle l'a trouvé à droite. C'est ainsi qu'après « *la guerre de libération populaire* », s'est mis en place le culte du « *retour à l'héritage classique* ». Cette nouvelle expression est encore en usage aujourd'hui, et prend de plus en plus une forme psychotique. L'occupation israélienne maintient la Cisjordanie et le Golan sous sa botte et qu'elle couvre de son ombre le Sinaï « *libéré* », maintenu sans armes et sans souveraineté véritable ; la poigne israélienne continue de porter des coups tantôt loin à l'est en frappant le réacteur nucléaire irakien, tantôt encore plus loin, à l'ouest, en frappant le quartier général de l'OLP à Tunis ; les forces de « *défense* » d'Israël envahissent le Liban pour y ouvrir un quatrième front permanent, assiéger sa capitale et la bombarder pendant des mois sans répit, obliger les Palestiniens et de nombreux autres Arabes à la quitter ; pendant ce temps, l'intelligentsia arabe insiste plus que jamais pour jouer à l'aveuglement, délaissant toute approche de la réalité, se noyant et avec elle son public dans un discours brumeux, à l'effet de morphine, qui demande à l'héritage ancien ce qu'il ne peut pas donner, c'est-à-dire de prendre sa place dans la confrontation avec notre ennemi, d'abattre avec ses odes et ses vieux manuscrits les avions, de changer par procuration notre réalité, alors que nous avons été avertis, par cet héritage même, que « *Dieu ne change rien chez un peuple tant qu'il n'a pas changé ce qui est en lui-même* ».

(...)

Cette maladie infantile, qui est par définition la maladie de l'immaturation, gouverne aussi les positions d'une fraction, aujourd'hui assez large, de l'intelligentsia, par rapport à la question de la démocra-

tie. La démocratie apparaît, dans l'idéologie arabe, dominante, comme un mot de passe qui seul peut nous ouvrir l'accès à l'époque. C'est pourtant l'inverse qui pourrait être vrai : le jour où nous entrerons de plain-pied dans cette époque, nous pourrions seulement trouver la démocratie qui en est sans conteste l'un de ses trésors les plus précieux.

(...)

Georges TARABICHI  
*al-Hiwâr* (Paris), 5 juin 1987.

### UN PROJET DE LOI AMÉRICAIN CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

La question qui s'est posée quand on a commencé à parler d'une conférence internationale pour le règlement de la crise du Moyen-Orient était : qu'y a-t-il de nouveau dans la position américaine ? Il a semblé que Washington montrait une certaine bonne volonté à l'égard d'une idée longtemps combattue dans le passé. Certains optimistes ont été jusqu'à dire que les États-Unis exerceraient des pressions sur le gouvernement de coalition en Israël de manière à convaincre la fraction récalcitrante ou de pousser à une dissolution de la Knesset en soutenant Shimon Pérès et son parti, considérés comme plus proches de la nouvelle position américaine. Rien de tout cela ne s'est produit. Après avoir échoué à obtenir l'assentiment du gouvernement israélien à l'idée d'un « *parapluie international* » destiné à couvrir des pourparlers bilatéraux avec les voisins arabes, et après avoir également échoué à provoquer la dissolution de la Knesset, Pérès s'est envolé pour Washington où il a reçu un accueil tiède. Le secrétaire d'État en a traduit la tonalité en affirmant que son pays n'entendait pas intervenir dans les affaires intérieures d'un pays allié.

Voilà pour la partie visible de l'iceberg. Cependant, il est établi que Washington, malgré le changement partiel dans sa position, manœuvrait pour gagner la confiance

de certains États arabes à la suite du scandale de l'Irangate et tentait de rejeter la responsabilité de l'échec de la conférence internationale sur la partie arabe, et plus particulièrement la partie palestinienne. L'occasion s'est présentée, ou du moins c'est ce qui est apparu aux États-Unis, lors de la réunion du Conseil national palestinien à Alger ; des voix se sont alors élevées pour dire que l'unité retrouvée de l'OLP la pousse vers un « radicalisme » qui l'exclut du processus de paix.

Pendant ce temps, des instances législatives américaines connaissaient une activité sensible visant à organiser la coupure entre les États-Unis et l'OLP et à élaborer des lois faisant de tout contact entre un Américain et un Palestinien appartenant à l'OLP, à l'une de ses composante ou à ses organisations syndicales ou professionnelles un délit puni par la loi.

De fait, Robert Dole, leader de la minorité républicaine, et Robert Kennedy Jr, l'une des figures de la majorité démocrate, ont réussi à réunir la signature de trente membres du Congrès sur une pétition réclamant au gouvernement de fermer les bureaux de l'OLP à Washington et New York, de lui interdire d'engager des dépenses aux États-Unis et d'interdire à tout Américain de recevoir rien qui ait de la valeur de sa part. Tout cela, sous prétexte que c'est une « *organisation terroriste* » à laquelle doivent s'appliquer les lois américaines compétentes.

Cette action est un maillon dans une chaîne d'événements commencés il y a plus de deux ans. A la veille des élections au Congrès, le secrétaire à la justice, Edwin Meese, avait rencontré les dirigeants des organisations sionistes en Californie pour leur demander de faire des dons au candidat républicain, tout en leur proposant les services de son administration. Le Parti démocrate répliqua par la voix du sénateur Cranston, l'un des plus ardents partisans d'Israël, qui fit une série de réunions avec les responsables du lobby sioniste pour leur demander de ne pas modifier la direction générale du « vote

juif » qui va majoritairement au Parti démocrate.

La réaction de l'AIPAC, le lobby sioniste organisé, fut de pousser ses partisans au Congrès à réclamer l'inculpation de Yasser Arafat lui-même sous l'accusation d'être responsable de l'assassinat de deux diplomates américains à Khartoum, le 2 mai 1973. De ce fait, quarante-quatre sénateurs ont adressé une lettre au secrétaire à la justice pour exprimer cette demande. Les deux initiateurs en étaient Frank Lutenberg et Charles Grassley qui s'appuyaient sur des articles de presse et des télégrammes du département d'État ainsi que sur l'existence supposée d'un enregistrement d'un ordre qu'Arafat aurait prétendument donné de tuer deux diplomates américains, dont l'ambassadeur, et un diplomate belge. Grassley adressa ensuite une autre lettre à Edwin Meese (en date du 18 décembre 1985) pour lui demander d'accuser Arafat personnellement de l'assassinat des deux Américains. Le département de la justice répondit le 22 avril 1986 qu'il ne possédait pas les preuves suffisantes pour poursuivre Arafat, et qu'il n'en avait pas davantage le droit. L'affaire en resta là. Du moins, c'est ce qu'on a cru.

La campagne a repris en octobre 1986 à la suite d'une opération de résistance à Jérusalem contre des soldats israéliens près du Mur des Lamentations. Dix sénateurs, Grassley, Dole, Casten, McCuttle, D'Amato, Laxalt, Presler, Hines et Quile se sont mis d'accord pour interpellier l'administration sur le statut du bureau d'information de l'OLP à Washington. Ils prétendaient que l'OLP est « hors la loi » et que le bureau de Washington en reçoit de l'argent. Ils disaient leur réprobation que « *cette organisation ait le droit d'agir librement dans la capitale américaine* » et réclamait la fermeture du bureau. Le secrétaire d'État, George Shultz, leur répondit en faisant sienne leur condamnation de l'opération du Mur des Lamentations, mais s'excusa, en invoquant des raisons juridiques, de ne pouvoir faire fer-

mer le bureau. L'administration saisit toutefois l'occasion pour ouvrir une enquête sur le fonctionnement de ce bureau. Les actes du Congrès ont publié les résultats de l'enquête (le 24 mars) demandée par le sénateur Lutenberg. Edwin Meese devait également informer les organisations juives américaines que l'enquête avait commencé et que c'était la première fois qu'il y en avait une depuis l'ouverture du bureau en 1978. Naturellement, les conclusions de l'enquête furent que le bureau agissait conformément aux lois américaines et qu'il n'était pas possible, dans ces conditions, de décider sa fermeture. Les organisations sionistes ont alors cherché à exploiter l'hystérie du moment autour du terrorisme et contribuèrent à convaincre le sénateur Jeremiah Danton, président de la sous-commission pour la sécurité et le terrorisme, de convoquer une série de réunions pour discuter de ce qu'il a appelé « *le rôle de Yasser Arafat et de l'OLP dans le terrorisme et la réponse américaine à y apporter* ». Ces réunions aboutirent à la découverte que l'OLP défendait son droit à exercer la lutte armée contre l'occupation, ce qui revenait à dire qu'elle faisait du terrorisme, chose qui imposait aux États-Unis de contrôler son activité en Amérique pour l'empêcher de « *créer une infrastructure terroriste, de diffuser sa propagande et de transformer son bureau d'information en un centre terroriste !* »

Dans cette perspective, le sénateur de New York, Jack Kemp, a proclamé le 29 avril dernier son intention de soumettre au vote un projet de loi dirigé contre l'OLP et son action terroriste. Cette proclamation n'est devenue un projet politique menaçant que quand elle a été adoptée, le 13 mai, par Robert Dole et Robert Kennedy.

Jusqu'à la semaine dernière, le projet de loi, qui a la forme d'une pétition, réunissait les signatures d'une trentaine de sénateurs. Les spécialistes du Congrès affirment qu'il pourra obtenir une écrasante majorité s'il est soumis au vote.

Le projet réclame que l'OLP soit considérée comme une organisation terroriste, ce qui doit aboutir logiquement à interdire les contacts avec elle et à fermer ses bureaux de New York (accrédités auprès de l'ONU) et de Washington (un bureau d'information). Il considère comme un délit le moindre contact entre un Américain, qu'il soit un homme politique ou un universitaire, avec tout Palestinien agissant dans l'une des instances de l'OLP. Il interdit à celle-ci de dépenser de l'argent aux États-Unis et prohibe à tout Américain d'en recevoir des biens de valeur. Cependant, les signataires du projet renvoient la balle dans le camp de l'administration en se déclarant disposés à le retirer si le président Reagan envoie personnellement une lettre aux présidents des deux Chambres pour affirmer que « *l'OLP n'exerce plus et ne soutient plus le terrorisme* ». Et pour accentuer la pression, plusieurs des signataires ont adressé des lettres au président exposant leur point de vue.

(...)

Interrogé par *al-Yawm al-Sâbi'*, le directeur du bureau d'information palestinien à Washington, Hassan 'Abd al-Rahmân, déclare que, dans la programmation faite par les organisations sionistes pour 1987, l'une des priorités est d'obtenir la fermeture des bureaux de l'OLP et de couper la route à toute sorte de dialogue entre Washington et l'Organisation. Ce projet de loi en est l'instrument. Sur les raisons profondes de cette démarche, il indique : « *Le gouvernement israélien et le lobby sioniste veulent obtenir une victoire diplomatique ouverte. La question sera abordée dans les médias et, si le projet est adopté, il représentera une victoire morale et politique de la diplomatie israélienne et une défaite pour l'OLP. En outre, les Israéliens sentent qu'il y a dans l'opinion américaine une plus grande prise de conscience de la question palestinienne. C'est pour cela qu'ils veulent faire taire la voix des Palestiniens en annulant le lien entre la communauté palestinienne en Amérique et l'OLP, et en interdisant à tout Américain d'entrer en*

*contact avec elle. » Le plus grave, ajoutait-il, c'est que « le lobby sioniste veut substituer une loi au célèbre mémorandum de Kissinger de 1975, surtout que l'on parle de plus en plus de la conférence internationale et de la nécessité que l'OLP y participe. Cela est confirmé par le fait que des voix américaines, comme Harold Saunders, s'élèvent pour donner une autre interprétation du mémorandum de Kissinger en affirmant qu'il n'interdit pas aux États-Unis d'avoir des contacts avec l'OLP. »*

Comparant le projet avec la loi adoptée par la Knesset israélienne, 'Abd al-Rahmân souligne que « le projet américain est plus dur que la loi israélienne. Cette dernière interdit les contacts avec les membres de l'OLP seulement. Quant au projet, il veut interdire les contacts avec quiconque appartient, non seulement à l'OLP, mais à l'une ou l'autre de ces institutions populaires ou syndicales. C'est en quelque sorte une déclaration de guerre qui considère l'ensemble du peuple palestinien comme un peuple de terroristes. C'est pire que le maccarthysme, il n'y a d'équivalent que les thèses du rabbin fanatique Kahane. C'est plus grave, à mon sens, que la Déclaration Balfour ».

Ce qui est remarquable dans ce projet, c'est le silence qui l'entoure jusqu'à présent. En Amérique, les réactions ont été très faibles, encore que significatives. Le *New York Times* et le *Washington Post* ont publié chacun un éditorial abordant le projet sous l'angle de l'atteinte qu'il constitue aux libertés du citoyen américain, et notamment la liberté d'expression et de circulation de l'information. Les deux journaux ont naturellement souligné que le projet rappelle « la période noire » en Amérique, celle du maccarthysme, quand des Américains étaient persécutés pour le seul motif qu'ils appartenaient à des partis de gauche. L'American Union for Civil Rights a également publié un communiqué critiquant le projet qui porte atteinte aux « droits à la liberté d'expression et d'organisation », en affirmant qu'il est inadmissible d'interdire la liberté d'ex-

pression sauf s'il est prouvé qu'il y a une relation entre la « parole » et le « crime » et en demandant que le projet soit examiné lors d'auditions publiques avant d'être soumis au vote.

(...)

S'appuyant sur ces arguments et sur d'autres, l'OLP a demandé aux ambassadeurs arabes à Washington d'agir pour couper court au projet. De fait, une délégation d'ambassadeurs conduite par le doyen du corps diplomatique arabe a rencontré le secrétaire d'État adjoint John Whitehead pour discuter de ce sujet. (...) A l'issue de cette réunion, il a été convenu de poursuivre les contacts. Whitehead a promis de demander au département de la justice d'explicitier sa position, tout en affirmant aux ambassadeurs arabes que l'administration tendait à croire que le projet ne deviendrait pas une loi.

La réaction arabe ne s'est pas arrêtée là. Informé de la gravité du problème, Yasser Arafat est tout de suite entré en contact avec les rois et chefs d'État arabes pour leur dire qu'il était nécessaire d'agir vite en faisant convoquer les ambassadeurs américains dans leur pays et en leur faisant connaître les répercussions qu'il ne manquerait pas d'avoir sur les relations arabo-américaines. Ces contacts ont effectivement eu lieu, et les responsables arabes ont reçu des ambassadeurs américains des assurances allant dans le même sens que ce que Whitehead avait dit à la délégation arabe. Toutefois, il ne semble pas encore que l'administration américaine désire adopter une position décisive contre le projet. A partir de là, le directeur du bureau de l'OLP considère que le critère véritable de la position américaine sera que le président Reagan fasse intervenir un des parlementaires qui lui sont proches pour demander que le projet ne soit pas soumis au vote avant d'être présenté à la commission des affaires étrangères du Congrès lors d'auditions publiques. De telles séances permettront de faire entendre des points de vue contradictoires puisque les experts et les diplomates amé-

ricains pourront soutenir que le projet est contraire à la Constitution américaine et que ses effets sont totalement négatifs.

Joseph SAMAHA  
*al-Yawm al-Sâbi'* (Paris), 15 juin 1987.

### LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE PAR LA FENÊTRE DU NUCLÉAIRE

L'expérimentation par Israël du missile Jéricho-2, version perfectionnée du Jéricho-1, est pleine de significations. Car si l'engin est parvenu à parcourir une distance supérieure à 1 000 milles (1 450 km), il a aussi réussi, en termes stratégiques, à introduire Israël dans les négociations entre les deux superpuissances sur le désarmement nucléaire, et comme un partenaire quasi direct.

Le moment choisi pour l'expérience n'est pas fortuit. Elle a eu lieu après que le leader soviétique Gorbatchev se fut déclaré prêt à accepter l'option zéro relative à l'élimination des missiles nucléaires et après que les États-Unis eurent répondu en se disant eux-aussi disposés à l'accepter. Mais les Américains ne sont pas disposés pour autant à exercer des pressions sur la RFA pour l'amener à renoncer aux Pershings à moyenne portée et au nouveau missile de la même famille qui a été récemment développé en Allemagne, le Pershing-1A. Leur argumentation en cela est que la RFA et les autres États européens ont leurs propres programmes nucléaires indépendants !

Pour montrer l'importance du timing, il convient d'indiquer les caractéristiques du Jéricho-2. La plus importante est qu'il est conçu pour porter des charges nucléaires. En deuxième lieu, il peut atteindre des capitales arabes éloignées ainsi que le territoire soviétique autour de la mer Noire — jusqu'à Bakou selon l'URSS. En outre, le Jéricho-2 est la copie israélienne du Pershing-1A allemand. C'est avec ces atouts, et en choisissant bien son moment,

qu'Israël se mêle au dialogue nucléaire des deux superpuissances. Il leur rappelle ainsi qu'elles doivent compter avec lui dans le plus complexe des problèmes de la détente, un problème qui condense tout à la fois les conflits entre les blocs internationaux et les conflits régionaux. Pendant ce temps, l'Union soviétique et les États-Unis essaient de s'entendre sur l'idée de la conférence internationale pour la paix au Proche-Orient. A partir de là, il faut saisir l'importance du missile Jéricho-2, en liaison avec les objectifs et la pratique nucléaire d'Israël.

Avec ses justifications classiques faisant valoir sa situation de petit État « faible » guetté par une multitude d'États arabes et, par suite, la nécessité d'une supériorité qualitative pour faire face à la « masse » arabe, Israël a entrepris de développer son armement nucléaire grâce aux réacteurs dont il a pu disposer, et spécialement à celui de Dimona dans le Néguev. Mais si les anciennes explications de la puissance nucléaire israélienne s'inscrivent dans l'optique de l'équilibre stratégique avec les pays arabes, Jéricho-2 impose désormais une lecture qui se place dans la perspective de l'équilibre mondial. Surtout quand on considère la paralysie totale du programme nucléaire arabe, l'existence d'un ou de plusieurs réacteurs nucléaires n'étant pas suffisante pour que l'on puisse parler d'une force stratégique efficace. Pour parvenir à l'efficacité nucléaire, il faut, en effet, réunir des conditions essentielles, parmi lesquelles on doit citer en premier lieu l'équilibre dans l'armement classique (aviation et blindés). Il faut deuxièmement une industrie militaire technologiquement avancée qui détermine dans quelle mesure un État peut compter sur ses propres moyens, en même temps qu'elle définit ses relations avec les autres États. Il faut noter aussi, en troisième lieu, que la structure économique et sociale de l'État qui recherche l'efficacité nucléaire se détermine à travers les deux premiers éléments, en ce sens que ce doit être une société militaire. Ces caractères s'appli-